«LE MESSAGE LU À GHARDAÏA CONFIRME LA VACANCE DU POUVOIR»

Benflis revient à la charge

Ali Benflis maintient la pression. Quarante-huit heures après une première salve en direction de Abdelaziz Bouteflika et le cercle présidentiel, l'ancien chef du gouvernement lance un autre «assaut» sur les mêmes cibles. Cette fois, via le Pôle des forces du changement qu'il préside et qu'il a réuni hier dimanche, à l'effet de procéder «à l'examen du message lu à Ghardaïa (...) et attribué au premier responsable du pays».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - A travers un communiqué qu'il a rendu public à l'issue de cette réunion, tenue au siège de son parti «en voie de constitution», sis à Ben Aknoun à Alger, Ali Benflis, que le message de Abdelaziz Bouteflika ciblait en particulier, sinon exclusivement, enfoncera encore le clou. Là où il sait que cela fera le plus mal : en insistant sur «la vacance du pouvoir».

Au nom de la coalition partisane qu'est le Pôle des forces du changement, il en remettra une couche et , comme dans son communiqué de vendredi dernier, il attaquera sans sommation : «Le message lu à Ghardaïa et attribué au premier responsable du pays confirme la vacance du pouvoir au sommet.» Rien de moins ! Mais ce n'est pas tout. «A ce sujet, le Pôle des forces du changement a constaté avec une extrême préoccupation que des forces occultes néfastes pour l'intérêt supérieur de la nation et pour l'existence même de l'Etat national ont tiré avantage de la vacance du pouvoir pour s'approprier des pouvoirs constitutionnels qui ne sont pas les leurs et pour prendre possession indument du centre de la décision nationale».

Ce passage est, en soi, toute une stratégie de communication avec ce qu'il suggère comme situation au sommet de l'Etat. Pour Ali Benflis, le Président est hors du «coup». Il n'est plus en mesure de gouverner. C'est du reste son message phare, depuis la dernière campagne électorale pour les présidentielles du 17 avril 2014. Et dans ce bras de fer à distance entre les deux hommes, Benflis renverra la «politesse» à Bouteflika qui le traitait de «terroriste» durant cette même campagne et ce, à travers cet autre passage du communiqué : «A cet égard, y lit-on, le Pôle des forces du changement a rejeté (au cours de sa réunion, Ndlr) avec des sentiments d'extrême indignation, les intimidations, les accusations et les menaces que contient ce message irresponsable et tient pour responsables ses auteurs de tout glissement et dérapage pouvant résulter de ces menaces , de ces provocations et de ces charges.» Le cercle présidentiel est violemment interpellé dans ce même communiqué où on lit encore qu'«après avoir mis toutes les institutions constitutionnelles sous son emprise, qu'après avoir mis sous sa coupe de vastes pans du paysage politique national et après s'être entouré de puissants groupes d'intérêt, de pression et d'influence, le régime politique en place estime, à tort, qu'il lui est possible désormais de lancer ces assauts contre les bastions de l'alternative démocratique, en l'occurrence l'opposition et la presse nationale».

Photo : Samir Sid

Pour Benflis, Bouteflika n'est plus en mesure de gouverner.

Il estimera au passage que «l'opposition et la presse nationale sont désormais unies dans un même combat pour la survie de notre Etat national menacé, patrimoine de l'ensemble du peuple algérien».

L'ancien chef du gouvernement achèvera sa salve du jour avec la question du gaz de schiste avec ce qu'il qualifie de «flagrante contradiction en ce que le message (de Bouteflika, Ndlr) réaffirme l'entêtement et la poursuite de l'exploration tout en décrétant la santé du citoyen ligne rouge à ne pas dépasser».

Jamais, en tout cas, un message de Bouteflika n'a suscité des réactions aussi vigoureuses de la part de l'opposition, que celui lu par Benamar Zerhouni à Ghardaïa , jeudi dernier.

K. A.

ZOUBIDA ASSOUL, PRÉSIDENTE DE L'UPC, À BOUMERDÈS :

«Le pouvoir est empêtré dans son propre piège»

«Le pouvoir a tellement fait pour discréditer la société civile en général et les partis politiques en particulier qu'il se retrouve maintenant empêtré, seul, dans son propre piège», assène d'entrée madame Zoubida Assoul, présidente de l'Union pour le progrès et le changement (UPC).

La présidente de l'UPC était de passage samedi à Boumerdès, pour superviser, à l'hôtel Leila, la formation en leadership des militants de son parti issus du centre du pays.

Actualité oblige, nous avons questionné la chef de cette union sur sa réaction concernant la dernière sortie du chef de l'Etat qui aurait – le doute a été émis par un haut dirigeant de l'opposition – rédigé une lettre dans laquelle il menace, publiquement, et l'opposition et la presse nationale. Zoubida Assoul a repris, elle aussi, le temps au conditionnel avant de donner son appréciation sur ce dossier. «C'est de l'ordre du naturel du pouvoir algérien qui, au lieu d'écouter les gens, les partis politiques et les élites du pays qui ont peut-être des propositions intelligentes à faire, préconise la répression. En tant que Président d'un pays (Bouteflika ndlr), son devoir est d'écouter tout le monde, pas de lancer des menaces.» Pour elle, le pouvoir en place n'a aucune idée novatrice et se comporte comme s'il a la latitude de décider de tout, tout seul et qu'il n'a aucun compte à rendre au peuple.

Sur le gaz de schiste, elle reste attachée à une décision consensuelle décidée dans la transparence à l'issue d'un débat national. «Bien avant les événements de In Salah, plus exactement le 8 janvier, j'ai dit que ce dossier allait créer des problèmes. Par ailleurs, c'est malheureusement maintenant que le gouvernement s'aperçoit que les citoyens de Tamanrasset et In Salah manquent de tout et qu'ils subissent une situation de frustration.» Elle appelle les Algériens à la vigilance pour éviter à leur pays de tomber une autre fois dans l'anarchie.

Abachi L.

AFFAIRE SONATRACH I

Meziane s'attend à être «innocenté»

L'ex-Pdg de Sonatrach, Mohamed Meziane, dit s'attendre à être «innocenté» dans le dossier Sonatrach I dans lequel il est impliqué, promettant des «vérités» sur son passage à la tête de la Compagnie nationale des hydrocarbures.

M. Kebci -Alger (Le Soir) - Mohamed Meziane exprimait hier dimanche, dans les colonnes d'un confrère arabophone, sa «lassitude » et sa «fatigue» de l'affaire Sonatrach I dont il constitue le principal accusé aux côtés de deux de ses fils, une affaire dont le procès a été reporté la semaine dernière.

Il affirme «ne pas vouloir parler pour le moment», promettant néanmoins de «tout dire», une fois «innocenté» par la justice, lui et ses deux enfants. Ce dont il affirme ne pas douter un instant car il se défend d'être impliqué dans un quelconque marché douteux. Faut-il rappeler que Mohamed Meziane a affirmé dans de précédentes déclarations médiatiques que les «dépassements» dans le cadre des affaires Sonatrach I et II étaient l'œuvre de «parties au-dessus du P-dg» et que les accusés dans ces deux affaires «ne pouvaient rien faire» pour les arrêter tant tout était «planifié».

Pour rappel, le procès de l'affaire Sonatrach I a été renvoyé, le 15 mars dernier, par le tribunal criminel près la cour d'Alger, à la prochaine session en raison du retrait du collectif de défense de l'audience en signe de refus «de cautionner un procès qui ne répond pas aux normes d'équité».

Un procès dans lequel sont impliqués dix-neuf accusés dont sept en détention et trois sociétés privées, Saipem, CAD et Contel Funkwerk, 10 cadres dirigeants de la compagnie pétrolière (l'ancien P-dg Mohamed Meziane, trois de ses anciens vice-présidents, mais aussi ses deux fils et quatre dirigeants de sociétés privées).

Selon l'arrêt de renvoi qui s'étale sur 293 pages, les faits concernent cinq marchés frauduleux, totalisant une valeur de 1 100 milliards de centimes accordés par l'ex-P-dg de Sonatrach, Mohamed Meziane, au groupe allemand Contel Algérie Funkwerk Pletarc dans le cadre d'un projet d'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique des complexes de Sonatrach.

Aussi, la compagnie nationale d'hydrocarbures a conclu un marché frauduleux avec Saipem Algeria pour la réalisation du GK3, gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie. Il y a également le marché d'étude de la rénovation de l'immeuble de Sonatrach, sis au boulevard Ghermoul, à Alger, attribué au bureau d'études privé CAD, en infraction à la loi.

Photo : Samir Sid

Meziane se défend d'être impliqué dans un quelconque marché douteux.

K. M.